

PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne

LE PUY EN VELAY, le 31 décembre 2015

Nos réf. : 015.455.FC.JL-.MICHELIN Rapport de contrôle visite du 2  
décembre 2015.odt

**RAPPORT DE CONTRÔLE DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Affaire suivie par : Fabrice CHAZOT  
fabrice.chazot@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. : 04.71.06.62.30 - Fax : 04.71.09.14.25

**Établissement**

Raison sociale : MFP MICHELIN Adresse du site inspecté : ZI de Blavozy Commune : BLAVOZY Activité principale : Fabrication de pneumatiques <u>Régime de l'établissement ou des installations :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Autorisation <input type="checkbox"/> Enregistrement <input type="checkbox"/> Déclaration <input type="checkbox"/> Non classé <u>Niveau de priorité « environnementale » de l'établissement</u> <input type="checkbox"/> prioritaire <input checked="" type="checkbox"/> à enjeux <input type="checkbox"/> établissement autre	Date de la visite : 2 décembre 2015 Date de la précédente visite : 22 mai 2014 Type de visite : <input checked="" type="checkbox"/> Approfondie <input type="checkbox"/> Courante <input type="checkbox"/> Rapide <input checked="" type="checkbox"/> Annoncée <input type="checkbox"/> Inopinée <input type="checkbox"/> Planifiée <input type="checkbox"/> Circonstancielle
---	--

**Thèmes de la visite**

Suites données à la visite précédente- avancement des travaux prévus lors de la dernière procédure d'autorisation (AP  
du 3 juillet 2014) - projets

**Référentiels de la visite**

Code de l'Environnement  
arrêté préfectoral n°2014-107 du 3 juillet 2014  
arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations  
classées pour la protection de l'environnement

**Liste des installations inspectées**

Parties extérieures zones de rejets partie nord – locaux de fabrication

<u>Inspecteurs présents</u> Fabrice CHAZOT	<u>Personnes rencontrées</u> M. MARCHETTI, directeur Mme GROS, Responsable environnement prévention M. GAULIN, technicien environnement
---	--



### Principales constatations effectuées

1 écart est relevé (cf annexe 1) relativement aux éléments constructifs liés à la thématique incendie. Il concerne le non respect du calendrier prévu lors de l'instruction de la dernière autorisation (2014) relativement à certains travaux sur ce sujet.

1 écart relatif à un retard de reporting d'analyses sur un site informatique dédié (GIDAF) est noté.

Des remarques sont formulées, dont une porte sur la récupération des eaux pluviales de la partie Sud du site (suite d'un constat de la visite précédente, échéance non atteinte donc pas d'écart formel à ce jour).

La visite du site a permis de constater la bonne tenue de l'exploitation, le site est propre et les procédures environnementales (gestion des rejets, consignes d'exploitation) semblent adaptées.

### Commentaires

### Pièces jointes (éventuellement)

Annexe : contrôles réalisés et constatations résultant des investigations

Rédigé le 31 décembre 2015 par

L'inspecteur de l'environnement  
spécialité installations classées



Fabrice CHAZOT

Vérifié le 31 décembre 2015 par

L'inspecteur de l'environnement  
spécialité installations classées



Serge CREVEL

Approuvé le 31 décembre 2015 par

Pour la directrice par intérim,  
Le chef de l'unité territoriale



Fabrice CHAZOT

## Annexe : constatations de l'inspection

### Société MFP MICHELIN à Blavozy – visite du 2 décembre 2015

#### Suivi des constats des inspections précédentes non soldés

Date de visite précédente : 22 mai 2014 (rapport de visite 014.160 du 27 mai 2014)

N°	CONSTATS LORS DE LA VISITE PRÉCÉDENTE	SUITES DONNÉES PAR L'EXPLOITANT CONSTAT LORS DE LA VISITE
20140527 Article 1.2.2 du projet d'arrêté	Un nouveau plan sera communiqué à l'inspection pour tenir compte du remplacement de la rubrique 2920 par la rubrique 1185 et des modifications d'alinéa et de classement pour les rubriques 2661-2, 2662 et 2663.	Constat de la visite précédente soldé : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non certaines rubriques de la nomenclature des installations ayant été modifiées, le plan est à nouveau à actualiser
20140527 Article 1.5.3 du projet d'arrêté	Les 2 anciennes cuves de fioul-lourd qui ne sont plus utilisées devront être démantelées.	Constat de la visite précédente soldé : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non L'AP n°2014-107 du 3 juillet 2014 fixe à 2015 la réalisation du démantèlement des cuves. Ce démantèlement a été réalisé. Les éléments de justification de la filière d'élimination (bordereaux de suivi de déchets, copie de facture sont attendus)
20140527 Articles 4.3.1 et 7.4.1 du projet d'arrêté	<p>Selon la proposition faite par la DDT au cours de l'instruction du dossier, l'ancienne lagune pourra être réutilisée pour tamponner les eaux pluviales du secteur sud et pour retenir éventuellement les eaux d'extinction en cas d'incendie de ce secteur.</p> <p>Des études préalables sont cependant nécessaires et le projet sera inscrit au budget 2016. Dans la mesure du possible, il conviendra d'essayer de se rapprocher du débit de rejet maximum lors d'une pluie décennale fixé à 20 l/s par le SDAGE Loire-Bretagne pour les installations nouvelles (un guide est disponible auprès du service Environnement et Forêt de la Direction Départementale des territoires).</p>	<p>Constat de la visite précédente soldé : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>L'AP n°2014-107 du 3 juillet 2014 (art 4.3.1 et 10.1.1) fixe à 31/12/2016 la mise en place du transit des eaux de la partie Sud via l'ancienne lagune. Le report annoncé lors de l'inspection pour la réalisation de ces travaux doit être justifié, avec a minima une justification technico-économique</p>

N°	CONSTATS LORS DE LA VISITE PRÉCÉDENTE	SUITES DONNÉES PAR L'EXPLOITANT CONSTAT LORS DE LA VISITE
20140527 Article 9.2.3 du projet d'arrêté	<p>Un préleveur automatique devra être installé pour disposer de résultats d'analyses représentatifs d'un rejet sur 24 h et permettre également un contrôle a posteriori sur les échantillons conservés, en cas de pollution accidentelle constatée dans la zone industrielle.</p> <p>Pour une meilleure connaissance des rejets, les analyses de MES et DCO seront effectuées chaque semaine et des analyses de tous les paramètres ayant une valeur limite seront effectuées chaque trimestre par un organisme extérieur.</p> <p>Comme actuellement, une convention sera établie avec cet organisme de façon que la date d'un des contrôles soit fixée par l'inspection sans que l'exploitant en soit informé.</p>	<p>Constat de la visite précédente soldé :  <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non  préleveur en service depuis sept 2015</p>

#### **NOUVEAUX CONSTATS**

ÉCARTS MAJEURS RELEVÉS : NEANT			
N°	RÉF RÉGLEMENTAIRE	DETAILS OU OBJECTIFS DE LA PRESCRIPTION CONTRÔLÉE	CONSTATS LORS DE LA VISITE
EM			

**ÉCARTS MINEURS RELEVÉS : 1 ECART RELEVÉ**

N°	RÉF RÉGLEMENTAIRE	DETAILS OU OBJECTIFS DE LA PRESCRIPTION CONTRÔLÉE	CONSTATS LORS DE LA VISITE
E1	ARRETE n°2014-107 du 3 juillet 2014 art 7.2.1 et 7.2.4	<p><b><u>Dispositions constructives - risque propagation incendie :</u></b></p> <p>art 7.2.1 règles d'isolement</p> <p>Un recoupement des volumes est assuré par des parois coupe-feu de degré EI 120 munies de portes coupe-feu de même degré disposées entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'activité d'assemblage et la partie "envoi cuisson" et "cuisson",</li> <li>- le stockage de gomme et les ateliers de fabrication,</li> <li>- le local de charge d'accumulateurs et les autres locaux,</li> <li>- les zones de stockage fermées (bâtiments 230 et expédition) et d'une part les ateliers de fabrication et d'autre part la plate-forme de stockage couverte extérieure.</li> </ul> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Conformément à l'étude de dangers, la plate-forme de stockage de produits finis extérieure et couverte est organisée en îlots de hauteur maximale de 3,5 m et de surface maximale de 1 000 m², séparés par des allées d'une largeur minimale de 6 mètres. Le stockage intérieur du bâtiment "expédition" est également organisé en îlots d'une surface maximale de 380 m² et séparés par des allées de 4,5 m de large.</p> <p>[...]</p> <p>Art 7.2.4. désenfumage</p> <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>L'exploitant établit un plan d'actions visant à remettre à niveau progressivement les dispositifs équipant les bâtiments les plus anciens datant de la création de l'usine.</p>	<p>Un plan du site reportant l'emplacement des murs/parois coupe-feu EI 120 réellement existant(e)s au niveau des activités visées par cet article est à fournir.</p> <p>Le plan d'actions visant à remettre à niveau progressivement les dispositifs de désenfumage des bâtiments datant de la création de l'usine n'a pu être présenté.</p>
E2	AM 28 avril 2014	<p><b>Saisie données de surveillance sur GIDAF</b></p> <p>[...] les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>	<p>Les saisies de suivi des eaux superficielles et des tours aéroréfrigérantes sont incomplètes sur 2015 : les données postérieures à août 2015 ne sont pas validées par l'exploitant sur la base.</p> <p>En ce qui concerne les rejets, l'inspecteur des installations classées n'a pas identifié de non conformité sur les périodicités des mesures et les valeurs limites d'émissions sur la période janvier/août 2015.</p>

REMARQUES :			
N°	RÉF RÉGLEMENTAIRE	DETAILS OU OBJECTIFS DE LA PRESCRIPTION CONTRÔLÉE	CONSTATS LORS DE LA VISITE
R1	Code Env't Art R.512-33 + ARRETE n°2014-107 du 3 juillet 2014 chapitre 1.5	<b>Modification</b> (art R.512-33 CE) Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation	l'antériorité en regard des rubriques modifiées dans la nomenclature des installations classées a été régulièrement portée à connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées en 2015 (rubrique 1715, rubriques 4XXX). Aucune rubrique nouvelle au niveau de l'autorisation (ou enregistrement) n'est identifiée. La liste des rubriques de l'arrêté d'autorisation sera mise à jour lors d'une prochaine actualisation de l'arrêté d'autorisation.
R2	ARRETE n°2014-107 du 3 juillet 2014 art 3.2.5	<b>Composés organiques volatils</b> La consommation spécifique de composés organiques volatils ne doit pas dépasser 0,85 g de COV/kg de pneumatiques fabriqués (pour mémoire la consommation spécifique calculée dans le schéma de maîtrise des émissions de solvants du 20 août 2004 est de 1,25 g de COV/kg de pneumatiques fabriqués).	Conformité pour 2014 vérifiée dans le cadre de la télédéclaration annuelle GERE. Un point des actions réalisées quant à la maîtrise des émissions de COV depuis la mise en place du SME depuis 2004 sera utilement fait.

AUTRES CONSTATS :		
RÉF RÉGLEMENTAIRE	DETAILS OU OBJECTIFS DE LA PRESCRIPTION CONTRÔLÉE	CONSTATS LORS DE LA VISITE

#### Légende

EM(x) : Écart majeur correspondant à un non-respect réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact sur l'environnement.

E(x) : Écart correspondant à un non-respect réglementaire mais n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement.

R(x) : Remarque concerne une disposition insuffisamment documentée, une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable.